

Tracer le futur de la finance durable : Résumé

Des promesses de papier aux performances

Avril 2006

Contact

Sébastien Godinot
Tél : 33 (0)1 48 51 18 92
Fax : 33 (0)1 48 51 95 12
finance@amisdelaterre.org

Par

Jules Peck, WWF UK et Andrea Durbin,
Steve Herz, David Hunter
Traduction Gwenaël Wasse et Sébastien
Godinot, Les Amis de la Terre, France



En association avec
BANKTrack

Tracer le futur de la finance durable : Résumé

Ce document est la traduction du résumé effectué par le WWF Royaume-Uni du rapport *Shaping the future of Sustainable Finance – Moving from paper promises to performance*, WWF Royaume-Uni en association avec BankTrack, Janvier 2006, disponible sur www.wwf.org.uk/shapingthefuture.

Recherche et texte par Andrea Durbin, Steve Herz, David Hunter et Jules Peck.

Jusqu'à récemment, la plupart des grandes banques commerciales et d'investissement n'accordaient pas d'attention particulière aux critères sociaux et environnementaux dans le cadre de leurs activités. Aujourd'hui cependant, ces banques et leurs principales parties prenantes reconnaissent qu'elles ont une responsabilité significative en matière d'impacts environnementaux et sociaux des opérations qu'elles financent.

Dans le secteur bancaire, la prise en compte des dimensions sociales et environnementales est désormais considérée comme une question majeure pour la gestion adéquate des transactions, des portefeuilles et des risques réputationnels. La question n'est plus de savoir *si* les banques commerciales doivent s'intéresser aux aspects du développement durable des activités qu'elles financent, mais *comment* elles doivent le faire : quelles normes doivent-elles appliquer ? Comment doivent-elles les mettre en oeuvre ? Et comment peuvent-elles s'assurer de leur respect ? WWF-Royaume-Uni et BankTrack publient ce rapport pour apporter une réponse à ces questions difficiles, et évaluer de quelle façon les différentes banques commerciales et d'investissement y répondent.

La reconnaissance croissante par le secteur bancaire de sa responsabilité environnementale et sociale est largement imputable aux pressions externes. Dès 2000, des organisations environnementales comme les Amis de la Terre et le Rainforest Action Network (Réseau d'action pour les forêts tropicales) ont interpellé le secteur bancaire, par le biais de campagnes médiatisées qui mettaient en exergue plusieurs projets où l'attitude des banques commerciales s'était révélée désastreuse. En 2002, une coalition globale d'organisations non-gouvernementales (ONG), dont Les Amis de la Terre, Rainforest Action Network, WWF Royaume-Uni et la Déclaration de Berne, s'est constituée dans le but de promouvoir la finance durable dans le secteur commercial. Ce réseau informel, qui est devenu BankTrack, a exprimé sa vision en matière de durabilité du secteur financier dans la Déclaration de Colavecchio de janvier 2003. Signée par plus de 200 organisations aujourd'hui, cette déclaration définit la référence par rapport à laquelle la société civile mesurera désormais l'engagement du secteur bancaire en matière de durabilité.

Engagements de la Déclaration de Colavecchio

1. Engagement à la durabilité
2. Engagement à « ne pas nuire »
3. Engagement à la responsabilité
4. Engagement à rendre des comptes
5. Engagement à la transparence
6. Engagement à la gouvernance et à des marchés durables

L'objectif principal de ce rapport est d'examiner les politiques environnementales et sociales actuelles (septembre 2005) des principaux acteurs du secteur bancaire. Il analyse les politiques rendues publiques de 39 banques du monde entier, choisies pour leur forte visibilité, leur implication significative dans le secteur des financements de projets, et/ou leur adhésion aux Principes d'Equateur.

Les Principes d'Equateur fournissent aux banques un cadre pour examiner, évaluer et réduire ou éviter les impacts environnementaux et sociaux et les risques associés des projets qu'elles financent. Les Principes sont basés sur les politiques de sauvegarde environnementales et sociales de la Société Financière Internationale (SFI). En décembre 2005, le nombre d'adhérents aux Principes était passé de 10 à l'origine à 36. Ensemble, les banques signataires représentent en volume plus de 75% des financements de projets au niveau international. Alors que l'adoption des Principes d'Equateur a été une évolution positive, elle ne marque que le début du chemin vers une finance durable. Les

Principes pâtissent d'un certain nombre de failles sérieuses (mises en exergue dans le rapport complet), qui limitent leur efficacité tant comme réponse intégrée aux problèmes environnementaux et sociaux, que comme outil de gestion des risques pour les banques. Le rapport fournit une analyse détaillée des politiques des banques les unes par rapport aux autres et, surtout, les compare aux droits, normes et meilleures pratiques en vigueur au niveau international.

A l'origine, le rapport avait également un second objectif : évaluer la mise en oeuvre et le respect des politiques de développement durable adoptées par les banques. Une telle évaluation globale s'est cependant heurtée au manque presque total d'informations rendues publiques par les banques. Cette absence de transparence sur la mise en oeuvre rend toute évaluation indépendante impossible, mais rend également les banques vulnérables aux accusations légitimes de « greenwashing » (affichage) ; elles adoptent une rhétorique environnementale avec peu d'engagements pour améliorer leurs performances.

Méthodologie

Cette étude analyse les politiques environnementales et sociales rendues publiques de 39 banques du monde entier. Les banques ont été choisies en raison de leur forte visibilité et leur portée, leur présence importante sur le marché des financements de projets, et/ou leur adhésion aux Principes d'Equateur.

Nous avons examiné toutes les politiques environnementale et sociales et les rapports annuels de développement durable rendus publics par ces banques. L'étude était basée sur les politiques disponibles à ce moment (septembre 2005), bien que nous soyons informés que d'autres politiques sont en cours de finalisation (par exemple une politique relative au secteur minier pour HSBC et une autre relative aux barrages pour ABN AMRO).

Nous avons invité toutes les banques à participer à cette étude. Sur la base des informations qu'elles ont fournies, nous avons évalué leurs politiques dans 13 secteurs particulièrement importants en matière environnementale et sociale :

13 secteurs analysés

- Droits humains
- Droits du travail
- Peuples indigènes
- Climat et énergie
- Barrages
- Biodiversité
- Forêts
- Pêche
- Industries extractives
- Agriculture durable
- Produits chimiques
- Transparence et reporting par les clients
- Management environnemental et social

Les politiques et procédures des banques ont été évaluées en fonction de critères indépendants provenant de deux types de sources. En premier lieu et surtout, nous avons pris en compte les droits et normes définis dans les principaux traités, conventions, codes et plans d'actions internationaux largement acceptés, ainsi que dans d'autres outils juridiquement contraignants ou non. En second, lieu, nous avons pris en compte les « meilleures pratiques » sectorielles, en particulier celles s'appuyant sur des processus participatifs et pluridisciplinaires incluant des représentants des gouvernements et des industries, et qui sont de ce fait généralement considérés comme des références légitimes.

En plus d'une analyse narrative des politiques bancaires, nous avons attribué à chaque banque une note de 0 à 4 de façon à permettre leur comparaison rapide dans chaque secteur. Ce système de notation permet aussi d'évaluer les changements et les tendances sur le long terme, au fur et à mesure que le secteur bancaire répond aux exigences de la durabilité environnementale et sociale. De façon générale, la notation reflète le système suivant :

Système de notation pour l'évaluation des politiques bancaires

- | | |
|---|---|
| 0 | Pas de politique rendue publique sur le sujet |
| 1 | Politique vague, ou affichage d'une volonté sans engagements clairs |
| 2 | Des engagements clairs, mais aucune partie de la politique n'est au niveau des normes internationales pertinentes |
| 3 | Certaines parties de la politique sont en accord avec les normes internationales, mais d'autres sont absentes, vagues ou inférieures aux normes internationales pertinentes |
| 4 | Toute ou pratiquement toute la politique est en accord avec les normes internationales pertinentes |

Résumé des résultats

L'évolution visible dans ces dernières années, qui ont vu plusieurs banques commencer à prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux de leurs activités, est un premier pas important et bienvenu sur la voie de la finance durable. Les résultats ne seront toutefois pas jugés en fonction des bonnes intentions, ni même de politiques exigeantes sur le papier. La finance durable doit chercher à améliorer ses performances et ses résultats sur le terrain, auprès des communautés affectées et de l'environnement. Cela ne peut être réalisé que par l'adoption de cadres politiques exigeants, mis en oeuvre de façon transparente et effective dans chaque département et chaque portefeuille.

Cadres politiques

Comme le révèle ce rapport, un nombre croissant de banques développent des politiques sectorielles spécifiques, qui s'appliquent aux transactions. Certaines l'ont été avant les Principes d'Equateur, d'autres ont été développées en partie en réponse aux Principes et en reflètent donc les limites. Le développement, le champ et la variété grandissants de ces politiques est bienvenue, et permet d'espérer des cadres politiques plus exigeants dans le futur.

Comme l'indique notre étude, les politiques bancaires sont, à quelques exceptions près, extrêmement loin des normes et meilleures pratiques internationales en vigueur (voir tableau page suivante). Les notes moyennes peuvent être traduites par une lettre selon l'échelle ci dessous :

Conversion des notes en lettres

0.00 à 0.50	E
0.51 à 0.75	D-
0.76 à 1.25	D
1.26 à 1.50	D+
1.51 à 1.75	C-
1.76 à 2.25	C
2.26 à 2.50	C+
2.51 à 2.75	B-
2.76 à 3.25	B
3.26 à 3.50	B+
3.51 à 3.75	A-
3.76 à 4.00	A

Lorsque les banques ont adopté des politiques spécifiques, elles ne sont souvent qu'intentionnelles et peu concrètes. Dans deux cas seulement (l'adoption par Rabobank des normes sur les Droits humains des Nations-Unies et l'adoption par HSBC des normes de la Commission Mondiale des Barrages), les banques ont adopté des politiques qui répondent à la majorité ou la totalité des normes internationales ou des meilleures pratiques en vigueur.

La meilleure note moyenne obtenue par ABN AMRO et HSBC est de 1,31, ce qui correspond à la lettre D+.

Tableau : résumé de la notation des politiques environnementales et sociales

BANK	Human rights	Labour	Indigenous people	Climate & energy	Waste	Biodiversity	Forests	Fisheries	Agriculture	Extractive industries	Chemicals	Transparency	ES&S management	Average score & letter grade
ABN Amro	3	1	1	1	2	1	3	0	0	2	0	2	1	1.31 (D+)
Banco Bradesco	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Banco de Brasil	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Banco Itaú	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Barclays	1	0	1	1	2	0	1	0	0	1	0	2	1	0.77 (D)
BBVA	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
BNDES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00 (E)
BNP Paribas	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.08 (E)
Bank of America	0	0	1	3	2	0	2	0	0	0	0	2	1	0.85 (D)
Calyon	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
CIBC	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Citigroup	0	3	1	2	2	0	2	0	0	0	0	2	1	1.00 (D)
Credit Suisse Group	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Deutsche Bank	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.08 (E)
Deixa	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Dresdner Bank	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
HBOS	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.08 (E)
HSBC Group	0	1	1	1	1	2	3	0	0	0	2	2	1	1.31 (D+)
HVB Group	0	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
ING Group	1	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	2	1	0.62 (D-)
JP Morgan Chase	0	1	3	3	2	1	2	0	0	1	0	2	1	1.23 (D)
KBC	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (E)
Korea Dev. Bank	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00 (E)
Manulife	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
NCC	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Bank of Tokyo-Mitsubishi	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.08 (E)
Mizuko Financial Group	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Rabobank Group	4	3	1	0	2	0	2	0	0	0	0	2	1	1.15 (D)
Royal Bank of Canada	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Royal Bank of Scotland	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Santia Bank	0	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Société Générale	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.15 (E)
Standard Chartered Bank	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.54 (D-)
Santitomo Mitsui Financial Group	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00 (E)
UBS	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.08 (E)
Unitas	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Wells Fargo	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
West LB	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.46 (E)
Westpac	3	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	2	1	0.77 (D-)

Certaines banques essaient également d'appliquer les politiques à l'ensemble ou la majorité de leurs activités. Bien que nous reconnaissons que l'application de politiques environnementales ou sociales peut devoir être modulée en fonction des différents produits et services financiers, nous appelons à ce qu'elles s'appliquent à l'ensemble du secteur bancaire et de ses activités.

Enfin, il est nécessaire de noter que la révision des politiques de sauvegarde de la Société Financière Internationale induit des changements importants des politiques des Principes d'Equateur. Les banques d'Equateur devraient évaluer avec attention les nouveaux Standards de Performance de la SFI avant de les adopter, et compenser leurs faiblesses en privilégiant les normes internationales et meilleures pratiques en vigueur qui sont définies dans ce rapport. Malheureusement, des études tendent à montrer que seule une petite minorité des banques d'Equateur ont pris des mesures pour pallier aux faiblesses des Principes en adoptant des normes additionnelles plus exigeantes, sans même parler des standards internationaux et des meilleures pratiques.

Transparence de la mise en oeuvre

Même lorsque des banques ont les meilleures politiques, peu d'information est disponible quant à leurs procédures d'application. Il a donc été impossible d'évaluer et comparer leurs efforts dans ce domaine. Nous avons quelques éléments montrant que certains efforts importants sont faits. Inversement, nous savons aussi que mêmes des banques avec des politiques relativement exigeantes continuent de soutenir des projets qui ont des impacts environnementaux et sociaux majeurs. Ces pratiques ne peuvent pas se poursuivre sans nuire à la crédibilité de l'ensemble des banques engagées dans la finance durable.

Le monde est passé du discours "*faites-moi confiance*" à celui de « *prouvez moi* » ; les entreprises sont les institutions auxquelles on fait le moins confiance. En conséquence, les banques ont tout intérêt à adopter urgemment un cadre de reporting démontrant qu'elles mettent effectivement en oeuvre des politiques faisant une différence notable pour les citoyens et la planète. Ce n'est qu'à cette condition que les acteurs externes pourront croire que les discours de bonnes intentions des acteurs bancaires ne sont pas uniquement rhétoriques.

Nous suggérons que les banques communiquent sur la mise en oeuvre de leurs politiques en publiant des rapports annuels de développement durable, en cohérence avec la *Global Reporting Initiative* et en se référant particulièrement à son récent Supplément sectoriel pour les services financiers. Ce protocole de reporting est actuellement en cours de rédaction, et son champ demeure incomplet. Nous espérons cependant qu'il fournira aux banques et autres parties prenantes un cadre de reporting global et complet, lorsqu'il sera finalisé et que des guides de mise en oeuvre et des protocoles techniques seront mis en place.

Adopter un système de management environnemental et social

Bien entendu, rendre compte de la mise en oeuvre permet simplement de s'assurer que les banques mettent effectivement en place un système de gestion des risques environnementaux et sociaux, qui prend en compte tous les impacts potentiels de leurs activités. Chaque banque doit adopter un système de management environnemental (SME) qui inclue les éléments suivants :

- évaluation initiale des principaux enjeux, impacts et risques environnementaux et sociaux ;
- politique environnementale et sociale globale qui définit l'approche de la banque ;
- plans d'actions annuels ;
- motivation de l'organisation et de son personnel (gestion des ressources humaines, tutorat, rémunérations et formation) ;
- procédures et normes environnementales et sociales qui incluent la transparence, la consultation et la conformité avec les procédures au niveau de chaque transaction ;
- mise à disposition de documentation, y compris à des fins d'audit ;
- information et formation internes ;
- reporting, vérification et consultation externes ;
- suivi et actions correctives du SME ; révision et amélioration de la gestion, avec un feed-back vers les plans d'action annuels.

Dans un souci de transparence externe, les banques devraient également mettre en place des mécanismes de conformité et de responsabilité pour les projets particulièrement sensibles. Un tel système pourrait être appliqué collectivement aux banques qui ont adhéré à des procédures et des normes collectives (par exemple les Principe d'Equateur). Cela inclurait des exigences communes de reporting et de publication de l'information, ainsi qu'un système commun pour recevoir les plaintes d'acteurs externes.

Etre leader de la finance durable

Les banques qui se sont engagées sur la voie de la finance durable doivent également être leader dans leur secteur, et dans la société de façon générale. Le rapport complet met en exergue certains exemples, comme HSBC atteignant la neutralité carbone et Rabobank soutenant l'initiative « Produits responsables » (Responsible Commodities Initiative). Ces banques doivent également asseoir leur leadership à travers des syndications et accords avec d'autres établissements encore à l'écart du mouvement vers la finance durable. Ce dernier point sera de plus en plus important à l'avenir, alors que les banques de Chine et d'autres pays en développement n'ont aucune expérience en matière de finance durable et deviennent progressivement des acteurs majeurs. Enfin, pour être reconnues en tant que leaders de la finance durable, les banques doivent également s'assurer qu'elles n'utilisent pas leur influence politique pour freiner la mise en place d'approches en faveur du développement durable, notamment des approches juridiquement contraignantes.

Conclusion

Certains leaders industriels ont commencé à intégrer dans leurs activités un principe global de durabilité ; ils ont encore cependant un long chemin pour se mettre en conformité avec les normes et les meilleures pratiques internationales (sans parler du reste de l'industrie). Si le secteur bancaire veut être un acteur fiable et efficace pour le développement durable, il ne doit pas se contenter d'adopter des politiques globales et exigeantes, mais doit également mettre en place des systèmes intégrés de gestion des risques qui assure leur mise en oeuvre rigoureuse. Aujourd'hui, le développement des politiques est encore trop embryonnaire et l'information sur sa mise en oeuvre trop confidentielle pour que nous puissions déterminer si le secteur bancaire a franchi le seuil vers une nouvelle ère de finance durable, ou s'il s'est simplement contenté de remettre au goût du jour les vieux outils discrédités de « greenwashing ».

BankTrack

BankTrack est une coalition d'organisations non-gouvernementales (ONG) dont WWF Royaume-Uni, les Amis de la Terre, Rainforest Action Network et la Déclaration de Berne. Elle promeut la finance durable dans le secteur commercial. Sa vision pour un secteur financier durable a été définie dans la Déclaration de Collevocchio de janvier 2003. Aujourd'hui signée par plus de 200 organisations, la Déclaration de Collevocchio reste la pierre angulaire qui permettra à la société civile d'évaluer les engagements du secteur bancaire en matière de développement durable.

Notes

Les auteurs voudraient remercier les nombreuses personnes qui ont fourni des commentaires et un soutien à la préparation de ce rapport, et notamment : Johan Frijs de BankTrack ; Andreas Missbach et Francois Meienberg de la Déclaration de Berne ; Antonio Tricarico de Campagna per la Riforma della Banca Mondiale ; Payal Sampat de Earthworks ; Victorio Mattarozzi des Amis de la Terre Amazonie ; Charlotte Berthou et Sébastien Godinot des Amis de la Terre France ; Paul De Clerck des Amis de la Terre International ; Naomi Kanzaki des Amis de la Terre Japon ; Michelle Chan Fishel des Amis de la Terre Etats-Unis ; Paul Watchman et Giedre Kaminskaite de Freshfields ; Carol Pier de Human Rights Watch ; Peter Bosshard de International Rivers Network ; Yuki Tanabe du Japan Centre for a Sustainable Environment and Society ; Inez Louwagie de Netwerk-Vlaanderen Belgique ; Mark Eckstein de Responsible Commodities Initiative ; Jon Sohn du World Resources Institute ; Bernhard Bauske, Michael Evers, Martin Geiger, Volker Homes et Matthias Kopp du WWF-Allemagne ; Ute Collier, Richard Holland, Duncan Pollard et Rod Taylor du WWF International ; Matthias Diemer et Thomas Vellacott du WWF-Suisse ; Helen Davies, Elizabeth Salter Green, Paul King, James Leaton, Jennifer Morgan, Richard Perkins, Nicola Saltman et Katherine Short du WWF- Royaume Uni ; Marta Miranda et Francis Grant-Suttie du WWF-Etats-Unis.

Remerciements spéciaux à Françoise Destais, Mauro Zinner et Tamara Durbin pour leur assistance dans la recherche sur certains aspects spécifiques de ce rapport ; Suzanne Apple et James Fushetti du WWF- Etats-Unis, Peter Denton du WWF- Royaume Uni pour l'édition, Louise Clements du WWF- Royaume Uni pour la maquette, et Anthony Field du WWF- Royaume Uni pour le travail de presse autour de la publication de ce rapport.

Pour plus d'information

WWF- Royaume Uni

Jules Peck
Global Policy Adviser
jpeck@wwf.uk.org
Panda House, Weyside Park
Godalming, Surrey GU7 1XR
Tel +44 (0)1 483 426 444
Fax +44 (0)1 483 426 409
www.wwf.org.uk

Les Amis de la Terre

Sébastien Godinot
Campagne Responsabilité des acteurs financiers
finance@amisdelaterre.org
Tel + 33 (0)1 48 51 18 92
Fax + 33 (0)1 48 51 95 12
2 B rue Jules Ferry 93100 Montreuil France
www.amisdelaterre.org